

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe du Sud-Est

Bulgarie, Chypre, Grèce, Moldavie, Roumanie

Une publication du SER d'Athènes
Edition du 7 décembre 2023

LE CHIFFRE A RETENIR :

22,49 Mds€

L'encours nominal de la dette publique de Chypre au T3 2023
-80,8% de son PIB-

Bulgarie // Déficit de 0,6 % du PIB fin novembre 2023 // Dette publique à 19,4 % du PIB fin octobre 2023 // La Bulgarie adhère à la déclaration sur le triplement de la part de l'énergie nucléaire // Examen d'une vente potentielle des actifs de Lukoil en Bulgarie // Financement de deux projets de connectivité 5G au titre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe // Partenariat stratégique entre Nasekomo et Siemens.

Chypre // Confirmation d'une croissance de +2,2% du PIB chypriote au troisième trimestre 2023 // Hausse de 7,2% du revenu disponible des ménages // L'encours nominal de dette publique atteint 22,49 Mds€ à la fin du troisième trimestre 2023 // Le gouvernement chypriote annonce une entente avec l'entreprise Chevron sur les conditions d'exploitation du gisement gazier Aphrodite // Les recettes liées au tourisme ont atteint 428,4 M€ en septembre 2023

Grèce // Fitch relève la note de la Grèce à la catégorie d'investissement // L'OCDE révisé à la baisse ses prévisions de croissance 2024 pour la Grèce // La Banque de Grèce assombrit ses perspectives de croissance pour 2024 // Le taux de chômage passe sous la barre des 10% // Le taux d'inflation annuel à 3% // Interconnexion électrique Grèce-Chypre-Israël.

Moldavie // Le taux de chômage atteint 4,2 % au troisième trimestre // Le gouvernement a présenté le budget de l'Etat pour 2024 // L'Union européenne accorde une subvention de 70 M EUR à la République de Moldavie

Roumanie // Le taux de chômage recule de -0,1 pp en octobre, à 5,4 % // L'Indice des Prix à la Production Industrielle (IPPI) a reculé de -2,2 % en octobre // L'administration fiscale a collecté des revenus inférieurs aux prévisions // Le nombre de défaillances d'entreprises a progressé de +2,8 % // Le groupe Atlantic, spécialiste de l'industrie du chauffage, ventilation et climatisation, confirme son investissement de 60 M EUR //

Bulgarie

Actualités macroéconomiques et financières

Déficit de 0,6 % du PIB fin novembre 2023. Selon les estimations du [ministère des Finances](#) le déficit budgétaire serait de -0,6 % du PIB (511 M EUR) fin novembre, contre un déficit de -0,8 % du PIB un mois plus tôt (736 M EUR), l'amélioration du solde budgétaire étant due à la meilleure collecte des recettes fiscales.

Dettes publiques à 19,4 % du PIB fin octobre 2023. Selon [les données](#) du ministère des Finances, la dette publique est estimée à 19 Md EUR fin octobre, soit 19,4 % du PIB dont 5,6 % de dette intérieure et 13,8 % de dette publique extérieure. Les obligations émises sur les marchés internationaux de capitaux constituent 54,7 % du montant total de la dette publique, suivies des titres d'Etat émis sur le marché intérieur (28 %) et des emprunts d'Etat (17,3 %). 9,7 % de la dette a une maturité résiduelle inférieure à 1 an, 30 % de 1 à 5 ans, 33,7 % de 5 à 10 ans et 26,6 % supérieure à 10 ans.

Actualités sectorielles

La Bulgarie adhère à la déclaration sur le triplement de la part de l'énergie nucléaire. La Bulgarie s'est jointe aux pays (la France, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, l'Ukraine, la République tchèque, les Etats-Unis, le Canada, la Finlande, le Ghana, la Hongrie, le Japon, la Corée du sud, la Moldavie, la Mongolie, le Maroc, les Pays-Bas, la Pologne, et le Royaume-Uni, Emirats arabes unis) qui ont appelé le 2 décembre, dans [une déclaration commune](#) à la COP28, à tripler les capacités de l'énergie nucléaire dans le monde d'ici 2050, par rapport à 2020. [D'après](#) le ministre bulgare de l'Energie, Rumen Radev, cette déclaration est conforme à la politique énergétique de la Bulgarie orientée vers un système énergétique décarboné, garantissant la stabilité des approvisionnements en électricité à des prix prévisibles et compétitifs.

Examen d'une vente potentielle des actifs de Lukoil en Bulgarie. La raffinerie Lukoil Neftochim Burgas a informé [le 5 décembre](#) de l'intention du groupe Lukoil de réexaminer sa stratégie concernant ses actifs en Bulgarie (dont 3,4 Md USD dans la raffinerie à Burgas) comprenant leur vente potentielle. Le motif pour ce réexamen est, selon Lukoil, « l'adoption par la Bulgarie de lois discriminatoires et des décisions politiques injustes et partiales à l'égard de la raffinerie, qui n'ont rien à voir avec la régulation civilisée des grandes entreprises, ni avec l'augmentation des recettes budgétaires du pays »

Financement de deux projets de connectivité 5G au titre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe. D'après le [ministère des Transports et des communications](#), la connectivité 5G le long du Orient - East Med sera assurée par la mise en œuvre de deux projets auxquels la Bulgarie participe et qui bénéficieront de financements au titre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe. Le premier projet, pour 3,36 M EUR concerne la construction des infrastructures 5G entre Sofia et la frontière bulgare-serbe et sera réalisé par la société Cetin Bulgarie, en partenariat avec l'Université technique de Sofia. Le deuxième projet « 5G SEAGUL » est relatif à la connectivité 5G le long du corridor de transport entre la Bulgarie et la Grèce. Ce dernier projet sera réalisé par un consortium auquel participe A1 Bulgaria et les sociétés grecques Wings et Cosmote.

Partenariat stratégique entre Nasekomo et Siemens. La société de biotechnologie, Nasekomo, fondée par des entrepreneurs français et travaillant en partenariat avec le groupe Grimaud, a signé un partenariat stratégique avec Siemens

dans le domaine de la robotisation et de la numérisation, en présence des ministres bulgares de l'Environnement et des eaux Julian Popov et de l'Innovation et de la croissance, Milena Stoicheva. La signature a eu lieu au pavillon de la Bulgarie à Dubaï, lors de la COP28.

Chypre

Actualités macroéconomiques et financières

Confirmation d'une croissance de +2,2% du PIB chypriote au troisième trimestre 2023.

Les [données de CYSTAT](#) confirment ainsi l'estimation « flash » de novembre, le PIB en volume atteignant 6,45 Mds€ sur la période. Comme indiqué précédemment, les secteurs de l'hôtellerie-restauration, du transport-stockage, et du commerce de gros et de détail, disposent de la croissance la plus dynamique (+5% en g.a. pour la catégorie englobant ces trois items). Parmi les autres secteurs ayant tiré l'activité au T3, notons la forte croissance de l'information-communication (+4,6%), du secteur manufacturier et énergétique (+3,5%) ou encore de la construction (+2,7%). A l'inverse, le secteur des services financiers enregistre une contraction de l'ordre de -2,8% en rythme annuel. Côté demande, la croissance est essentiellement tirée par la consommation des ménages, très dynamique (+5,1%) et qui compte pour 81% du PIB sur la période, tandis que la contribution des exportations nettes est négative. Enfin, en rythme trimestriel (séries corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables), la croissance de l'activité est positive, à +1,1%, après s'être contractée au cours du trimestre précédent (-0,4% au T2 2023).

Hausse de 7,2% du revenu disponible des ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages en 2022.

Selon les résultats préliminaires de la dernière enquête menée par CYSTAT, ce revenu disponible (après paiement des impôts et cotisations sociales) atteindrait ainsi 17,69 Mds€, contre 16,50 Mds€ en 2021. Cette enveloppe est principalement dirigée vers la consommation finale des ménages, qui atteint 16,60 Mds€, soit 93,8% du total. L'épargne atteint de son côté 1,15 Md€, ce qui correspond à un taux d'épargne représentant 6,5% du revenu disponible. Le taux d'épargne diminue ainsi logiquement en 2022, après s'être établi entre 12% et 14% en 2020 et 2021, années marquées par la pandémie de covid. Il marque toutefois un retour aux niveaux d'avant-crise, puisqu'il atteignait près de 6% en 2019. Enfin, le taux d'investissement des entreprises non-financières atteint de son côté 18,7%, après 17% en 2021.

L'encours nominal de la dette publique atteint 22,49 Mds€ à la fin du troisième trimestre 2023, soit environ 80,8% du PIB.

Ce montant est en légère baisse sur 3 mois (-5,5%) suite à l'arrivée à maturité d'une obligation étrangère EMTN (1 Md€ en juillet 2023) et au remboursement anticipé d'une obligation domestique de 300 M€ en août 2023. [L'encours de dette](#) a en revanche été gonflé par un prêt de 45 M€ souscrit auprès de la BEI. La dette publique chypriote, entièrement libellée en euro, est désormais composée à 58,4% d'obligations étrangères et 36,8% d'instruments de prêts européens (MES, BEI, SURE, etc.), pour une maturité moyenne de 7,5 ans et un coût pondéré moyen de 1,98%. En outre, 69% de l'encours de dette a été émis à taux d'intérêt fixe. En 2024, les échéances de remboursement se chiffrent à un peu plus de 2 Mds€, comprenant notamment le remboursement d'obligations EMTN de 850 M€ en juin et de 1 Md€ en décembre.

[Le gouvernement chypriote annonce une entente avec l'entreprise Chevron sur les conditions d'exploitation du gisement gazier Aphrodite.](#)

Cette entente intervient après de longs mois de négociations suivant le rejet par le gouvernement du plan révisé de développement présenté par Chevron pour l'exploitation d'Aphrodite, gisement découvert en 2011 et dont les réserves sont estimées autour de 4,5 tcf, soit 124 Md de m³. Dans ce plan révisé, Chevron proposait notamment d'acheminer le gaz naturel vers l'Égypte via un gazoduc, tandis que la République de Chypre, par la voix de son ministre de l'Énergie, indiquait jusqu'ici privilégier le traitement via une installation de production flottante (FPU), solution plus avantageuse économiquement pour le gouvernement et offrant une plus grande souplesse pour l'exportation du gaz sous format liquide vers d'autres marchés. Si les dessous de l'accord n'ont pas été dévoilés, et qu'aucune précision n'a été apportée sur le contenu de la réponse de l'entreprise Chevron, le Ministère chypriote de l'Énergie a déclaré [dans un communiqué](#) que les deux parties étaient alignées quant au cadre d'exploitation du gisement. A ce titre, elles doivent désormais intensifier leurs discussions dans les semaines à venir en vue d'une exploitation mutuellement bénéfique des réserves.

[Les recettes liées au tourisme ont atteint 428,4 M€ en septembre 2023, en hausse de +23,0% sur un an.](#)

La dépense moyenne par voyageur atteint 879 €, en hausse de 4,3% sur un an, pour une durée de séjour de 8,7 jours en moyenne (contre 9,8 jours en septembre 2022). Les principaux contributeurs en termes de recettes touristiques ont été les voyageurs britanniques (à l'origine de 34% des recettes), devant les israéliens (11,7) et les polonais (6,7%). Enfin, [sur les neuf premiers mois de l'année](#), les recettes touristiques ont progressé de 25,0% pour atteindre 1,96 Md€.

Grèce

Actualités macroéconomiques et financières

[L'agence d'évaluation financière Fitch a relevé le 1er décembre la note de la dette souveraine à long terme de la Grèce, de BB+ à BBB- plaçant le pays en catégorie «d'investissement»,](#) avec perspective « stable ». Fitch Ratings est la quatrième agence de notation (prise en compte par la BCE) à classer les obligations grecques dans la catégorie "investissement", après Scope Ratings en août, DBRS Morningstar en septembre et S&P Global en octobre. Fitch est également la deuxième des trois plus grandes agences de crédit américaines, après S&P, à redonner à la Grèce la qualité d'investissement ([Fitch Upgrades Greece to 'BBB-'; Outlook Stable \(fitchratings.com\)](#))

[L'OCDE a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour la Grèce en 2024,](#)

l'estimant désormais à 2%, contre une prévision précédente de 2,4%. Pour 2025, la croissance est anticipée à 2,4%. [Selon le rapport](#), l'économie grecque reste dynamique, la consommation étant soutenue par la croissance de l'emploi et la baisse de l'inflation. La baisse rapide du chômage contribue à la croissance des salaires et l'inflation diminue grâce à la décélération des prix de l'énergie. L'investissement réel est en hausse, malgré des coûts d'emprunt plus élevés. Toutefois, en ce qui concerne l'inflation, le rapport indique que son déclin sera lent en raison des pressions salariales dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre. L'amélioration du climat des affaires, les versements du Fonds de relance européen et

le renforcement des conditions économiques mondiales soutiendront l'investissement et les exportations (de biens et de services), les premiers devant croître de 5,2 % en 2024 et de 6,2 % en 2025 et les secondes de 0,9 % et de 3,3 % respectivement. Dans les principaux risques pour l'économie grecque, une inflation persistante ou la crise énergétique, qui réduiraient la croissance de la consommation et de l'investissement, se retrouvent en haut du classement. Les principaux défis identifiés sont l'accroissement de la productivité et la lutte contre le changement climatique. Le niveau de la dette reste élevé, même s'il a pu décroître ces dernières années. Il souligne qu'un excédent primaire d'au moins 1,5 % du PIB à long terme est nécessaire pour soutenir la croissance et assurer la viabilité des finances publiques.

La Banque de Grèce assombrit ses perspectives de croissance pour

2024. Selon les déclarations de son Gouverneur, Yannis Stournaras, l'institution compte revoir sa prévision de croissance pour 2024 à 2,5%, contre 3% précédemment, dans un scénario de «ralentissement de la croissance après une forte reprise suite à la pandémie (8,4% en 2021 ; 5,6% en 2022)». Pour 2023, elle prévoit un peu plus de croissance, anticipée à 2,4%, contre 2,2% précédemment. Malgré ce ralentissement, le Gouverneur Stournaras assure que la Grèce va continuer d'enregistrer des taux de croissance supérieurs à la moyenne de la zone euro, ce qui lui permettrait également d'accélérer la baisse du ratio dette/PIB, anticipé à 144,7% d'ici 2025 (contre 165% prévu pour 2023). La prévision d'inflation pour 2023 reste inchangée à 4,3%. Elle est néanmoins révisée à la baisse pour les prochaines années, à 3,5 % pour 2024 et à 2,2 % pour 2025, contre 3,8 % et 2,3 % respectivement dans les prévisions précédentes. Pour rappel, dans le projet de loi de finances 2024, l'Exécutif grec prévoit une croissance de 2,4% pour 2023 et 2,9% pour 2024 et une inflation de 4,1% pour 2023 et 2,6% pour 2024. ([Banque de Grèce](#))

Pour la première fois depuis 14 ans, le taux de chômage passe sous la barre des 10% pour s'établir à 9,6% en octobre 2023

, contre 11,8% en octobre 2022. Les femmes (+12,1% en g.a.) et les jeunes de 15-24 ans (+23,7% en g.a.) demeurent plus touchés par le chômage par rapport aux hommes (+7,6% en g.a.) et aux 25-74 ans (+8,7% en g.a.).

Le nombre des employés a atteint 4 257 939 personnes, soit une augmentation de 3,5% par rapport à octobre 2022. Pour rappel, le nombre d'employés (depuis 2004 que les données d'ELSTAT sont disponibles) a touché son point le plus élevé en octobre 2008 avec 4 620 100 personnes en emploi et le plus bas en mai 2020 avec 3 367 000.

Le nombre de chômeurs s'est élevé à 453 783 personnes, marquant une baisse notable de 17,9% en g.a., tandis que les inactifs ont enregistré en octobre dernier une baisse de 2,4% en g.a. pour atteindre 3 080 603 personnes. (Données corrigées des variations saisonnières, [ELSTAT](#))

Le taux d'inflation annuel (mesuré par l'IPCH) de la Grèce en baisse à 3% (g.a.) en novembre

, contre 3,8% le mois dernier et 2,4% en la zone euro, selon une estimation rapide publiée par [Eurostat](#).

Actualités sectorielles

Interconnexion électrique Grèce - Chypre – Israël - Signature d'un MoU

entre le transporteur grec d'électricité (IPTO), le Ministère chypriote de l'énergie, du commerce et de l'industrie et la National Energy Company of Abu Dhabi PJSC (TAQA). L'accord fixe le cadre des négociations entre les trois parties pour l'entrée de l'État chypriote et de TAQA dans le capital social de la nouvelle filiale d'IPTO, "GreatSea Interconnector", la nouvelle entité pour la mise en œuvre de l'interconnexion électrique Grèce (Crète)-Chypre-Israël. Le MoU a été signé après que le projet d'Euroasia Interconnector ait été repris par IPTO qui est également désormais le nouveau contractant de Nexans dans le cadre du contrat de

construction du tronçon de câble de l'interconnexion entre la Crète et Chypre, signé en juillet dernier. En outre, le transporteur grec poursuit des discussions avec un autre candidat à l'entrée en capital, le fonds israélien Aluma. La composition de l'actionnariat du nouveau projet devrait également déterminer la participation des parties au financement du projet : sur un budget global évalué à 1,9 Md€, 657 M€ seront puisés des subventions communautaires (Connecting Europe Facility). Le solde de 1,3 M€ serait obtenu par le biais de prêts bancaires, tant auprès de la BEI que des banques commerciales. Le MoU a été signé à Dubaï, en marge de la 28e conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP28).

L'accord pour l'interconnexion entre la Grèce, Chypre et Israël est le deuxième accord signé dans le cadre de la COP28. La vice-ministre a rappelé qu'il avait été précédé par [l'accord avec Masdar des Émirats arabes unis pour la transformation de Poros en la prochaine "GR-Eco Island"](#).

Moldavie

Actualités macroéconomiques et financières

[Le taux de chômage atteint 4,2% au troisième trimestre](#) et enregistre ainsi une hausse de +1,6 pp en glissement annuel. Le nombre de demandeurs d'emploi s'élève ainsi à 39 200 personnes. Les jeunes, les hommes et les populations urbaines sont davantage concernés par le chômage que le reste de la population. S'il reste structurellement faible, le taux d'emploi a progressé de +2,8 pp au cours des quatre derniers trimestres, pour atteindre 44,1 % de la population en âge de travailler. Par ailleurs, le salaire brut moyen a progressé de +16,1 % en un an, pour atteindre 12 357 MDL (633 EUR) au troisième trimestre.

[Le gouvernement a présenté le budget de l'Etat pour 2024](#). Ce dernier anticipe des recettes de 3,5 Mds EUR et des dépenses de 4,2 Mds EUR, entraînant un déficit de 700 M EUR, soit -4,6 % du PIB. L'endettement public devrait ainsi atteindre 37 % du PIB. Le gouvernement prévoit notamment la mise en place d'une allocation à la naissance de 1 041 EUR afin de favoriser la natalité, une hausse de +15 % des salaires des enseignants et un soutien financier de 10,2 M EUR aux PME. Par ailleurs, le salaire minimum sera porté à 260 EUR par mois à partir du 1er janvier 2024, contre 208 EUR actuellement.

Actualités sectorielles

[L'Union européenne accorde une subvention de 70 M EUR à la République de Moldavie](#), destinée au Fonds de réduction de la vulnérabilité énergétique. Ce financement est consacré aux paiements des compensations sur la facture énergétique des personnes vulnérables. Les autorités moldaves ont affirmé qu'elles souhaitent subventionner les dépenses énergétiques de 80 % des ménages grâce au maintien de ce mécanisme en 2024. Ce soutien prend la forme d'abattements subventionnés par l'Etat sur les factures ainsi que du versement direct de 42 EUR par foyer.

Roumanie

Actualités macroéconomiques et financières

Le taux de chômage recule de -0,1 pp en octobre, à 5,4 %. Le nombre de chômeurs a baissé de 2 200 personnes en un mois, pour atteindre 446 500 demandeurs d'emploi. En un an, le taux de chômage a diminué de -0,3 pp malgré le ralentissement de l'économie. Cette tension sur le marché du travail a favorisé la hausse rapide du coût horaire du travail, qui a progressé de +15,2 % en un an au troisième trimestre. Le chômage des hommes (5,7 %) demeure supérieur au chômage des femmes (5,1 %). Par ailleurs, la proportion de jeunes en recherche d'emploi est restée stable, à 21,1 %, un niveau nettement supérieur au chômage des 25 – 74 ans, limité à 4,5%.

L'Indice des Prix à la Production Industrielle (IPPI) a reculé de -2,2 % en octobre, en glissement annuel. Cette baisse a été portée par le recul des prix à la production sur le marché domestique (-2,9 %), qui avait fortement progressé en octobre 2022. Le recul des prix à la production de l'énergie (-7,5 %) a notamment favorisé la diminution des prix à la production des biens intermédiaires (-4,9 %). Malgré cette tendance de baisse globale, l'IPPI de certains biens, comme les boissons (+16,1 %), le traitement des eaux usées (+18,9 %) ou encore les produits pharmaceutiques (+21,7 %) ont fortement progressé au cours des 12 derniers mois.

L'administration fiscale a collecté des revenus inférieurs aux prévisions au cours des 11 premiers mois de l'année. L'ANAF a ainsi collecté 372,6 Mds RON (75 Mds EUR), un niveau inférieur de 18,3 Mds RON (3,7 Mds EUR) aux prévisions budgétaires roumaines. En novembre, la Direction Générale de l'Administration des Grands Contribuables (DGAMC) a généré 47,2 % des revenus fiscaux roumains. Le mois précédent, l'ANAF avait par ailleurs perçu un montant record (8,2 Mds EUR) en raison des paiements au titre du troisième trimestre. Au contraire, les taxes sur les produits énergétiques sont en baisse en 2023 en raison du recul des prix.

Actualités sectorielles

Le nombre de défaillances d'entreprises a progressé de +2,8 % au cours des dix premiers mois de l'année, en glissement annuel, et atteint **12 523**. Les défaillances d'entreprises ont particulièrement augmenté à Bucarest (+24,0 %) et à Cluj (+41,7 %), les deux principaux pôles économiques du pays. Par ailleurs, les entreprises du commerce de gros et de détail concentrent un quart des défaillances d'entreprises, alors que les cessations d'activités des entreprises des TIC ont fortement progressé (+28,5 %), pour atteindre 1 118.

Le groupe Atlantic, spécialiste de l'industrie du chauffage, ventilation et climatisation, confirme son investissement de 60 M EUR visant à construire une nouvelle usine en Roumanie, créant 370 emplois à l'horizon 2026. Située dans le département de Prahova, cette usine produira des chauffe-eaux électriques et des ballons d'eau chaude à usage domestique. La production de l'usine roumaine vise à desservir les clients d'Europe centrale et à répondre à la demande croissante de ce type de produit dans la région.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes

Rédaction : SER d'Athènes, SE de Bucarest, SE de Sofia

Abonnez-vous : athenes@dgtrésor.gouv.fr